

Bulletin d'histoire politique

Comeau, Paul-André et Jean-Pierre Fournier, Le Lobby du Québec à Paris, Les précurseurs du général de Gaulle, Éditions Québec Amérique, 2002, 207 p.

Samy Mesli



Volume 11, numéro 3, printemps 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060755ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060755ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mesli, S. (2003). Compte rendu de [Comeau, Paul-André et Jean-Pierre Fournier, *Le Lobby du Québec à Paris, Les précurseurs du général de Gaulle*, Éditions Québec Amérique, 2002, 207 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 11(3), 194–195.
<https://doi.org/10.7202/1060755ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Comeau, Paul-André et Jean-Pierre Fournier,
*Le Lobby du Québec à Paris, Les précurseurs du
général de Gaulle*, Éditions Québec Amérique,
2002, 207 p.

Ce livre est le fruit d'une série d'entretiens avec Bernard Dorin, invité, dans le cadre d'un séminaire de l'École nationale d'administration publique du Québec, à apporter son témoignage sur les retrouvailles franco-québécoises des années soixante. Moins connu du grand public, Bernard Dorin a néanmoins joué un rôle majeur durant cette période, et son nom est associé, de près ou de loin, à tous les événements qui ont scellé le rapprochement entre la France et le Québec.

La longue carrière diplomatique de Bernard Dorin, aujourd'hui élevé au rang d'ambassadeur de France, a débuté en 1957, à Ottawa. Pendant trois ans, il est affecté auprès de l'ambassadeur Francis Lacoste, et se voit chargé des relations avec le Québec. C'est l'occasion de nouer des contacts avec les milieux politiques et culturels de la province, alors que « ces années-là voient apparaître, modestement au début, une volonté de rapprochement d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique » (p. 29). Rentré à Paris au sein du cabinet d'Alain Peyrefitte, Bernard Dorin et son ami Philippe Rossillon, que Pierre Elliott Trudeau qualifiera « d'agent plus ou moins secret de la France », prennent la tête d'un groupe d'une douzaine de personnes, qui souhaitent « aider le peuple du Québec à infléchir son destin » (p. 11). On retrouve dans ce lobby, également surnommé la « mafia du Québec », des hauts fonctionnaires, tels Jean-Daniel Jurgensen, directeur de la section Amérique au Quai d'Orsay et Martial de la Fournière, conseiller du ministre de la Défense, le député gaulliste Xavier Deniau et des membres de l'entourage présidentiel, Étienne Burin des Rozières, Gilbert Pérol et René de Saint-Légier, qui offraient un accès privilégié au général de Gaulle.

« Bernard Dorin a été de l'aveu de plusieurs le cerveau du *lobby du Québec à Paris* » (p. 13), et il a largement contribué au développement des relations franco-québécoises. Dès 1960, il entame des démarches pour permettre à dix fonctionnaires québécois de passer un an à l'École nationale d'administration. Le 27 février 1965, une entente pour la coopération dans le domaine de l'éducation est signée par Paul Gérin-Lajoie et son homologue français ; en novembre, les deux gouvernements concluent un accord culturel. À la veille du célèbre voyage de juillet 1967, Bernard Dorin rédige une note hebdomadaire à l'attention du général de Gaulle, et il est mis à contribution dès le retour du président français pour élaborer un vaste programme de coopération avec le Québec. Le projet préparé par Dorin, reproduit en

annexe, va servir de base aux accords Peyreffite-Johnson, et constituera un véritable accélérateur pour les échanges franco-québécois.

Le deuxième coup d'éclat à porter au crédit de ce lobby est la participation du Québec aux instances de la francophonie internationale. Il existait, au début des années soixante, une nébuleuse d'associations chargées de promouvoir la langue, telle l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), fondée à Montréal en 1961 à l'initiative de Jean-Marc Léger. Bernard Dorin et Philippe Rossillon souhaitaient néanmoins structurer cette francophonie naissante à l'image du Commonwealth, et lui conférer une nature politique et gouvernementale. Si le projet d'un sommet des chefs d'États francophones n'aboutira que deux décennies plus tard, la conférence des ministres de l'Éducation, tenue au Gabon en 1968, a donné l'occasion au gouvernement de Daniel Johnson d'affirmer sa présence au plan international. Pour Bernard Dorin, « l'idée était de faire inviter le ministre de l'Éducation du Québec à Libreville avec les ministres de l'Éducation des pays africains indépendants » : il s'agissait du « prolongement de la doctrine Paul Gérin-Lajoie consistant à exercer à l'international les pouvoirs intérieurs reconnus au Québec par la constitution » (p. 97). Il a « vendu » le projet à son ministre Alain Peyreffite, et le général de Gaulle a rapidement donné son accord. Sur la demande expresse de la France, le Gabon adresse une invitation à Jean-Guy Cardinal, qui sera reçu avec des honneurs souverains malgré les vives protestations du gouvernement fédéral.

La deuxième partie de l'ouvrage est une interview réalisée par Paul-André Comeau, dans laquelle Bernard Dorin dresse un bilan de quarante ans de relations franco-québécoises. « Le lobby a pu apparaître comme un accélérateur de particules, [...] un organisme de prise de conscience qui procédait non pas de façon ordonnée et logique, comme on l'aurait espéré, mais par coups » (p. 152); il a vu son importance décliner à mesure que s'étoffait la Délégation générale du Québec à Paris, devenue un partenaire incontournable pour les autorités françaises. Ces hommes ont néanmoins contribué à sceller la coopération entre les deux gouvernements, jamais démentie au fil des années et des alternances politiques, et qui demeure aujourd'hui bien vivante. Le livre de Paul-André Comeau et Jean-Claude Fournier nous replonge au cœur des années soixante, et constitue un complément attrayant sur les retrouvailles franco-québécoises.

SAMY MESLI

Candidat au doctorat

Département d'Histoire, UQAM/Paris VIII